

La Réunion : programme expérimental de prévention des grossesses non désirées

Dr Catherine Gaud,
présidente de la coordination
régionale de la lutte contre
l'infection due au virus
de l'immunodéficience
humaine (Corevih)
de l'océan Indien,
Fanny Périanin,
coordinatrice des actions
de prévention Saint-Denis,
association Rive,
Maryse Picard,
directrice de l'Association
d'éducation thérapeutique
et d'intervention sociale
(Asétis), Saint-Pierre.

Les départements d'outre-mer – et singulièrement La Réunion – se distinguent des autres régions françaises par un pourcentage important de jeunes au sein de leur population (32 % ont moins de 20 ans en 2013). Ces jeunes connaissent une grande précarité (65 % de chômeurs) par rapport à la métropole.

À La Réunion, et depuis des années, 500 enfants naissent de mères mineures, représentant environ 3,5 % de l'ensemble des naissances (contre 0,5 % en métropole). Le nombre d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) à La Réunion reste élevé – 4 349 en 2010, 4 227 en 2016. À La Réunion en 2016, 19,9 % femmes de 15 à 49 ans ont eu recours à l'IVG contre 3,9 % en métropole [1]. Parmi elles, 16 % sont des adolescentes de 15-17 ans, soit près de trois fois plus qu'en métropole (6,6 %) [1]. Si le nombre d'interruptions volontaires de grossesse des mineures reste stable depuis plusieurs années – 375 par an en moyenne –, il représentait en 2012, selon un bulletin de l'observatoire régional de la santé de l'océan Indien (ORS OI), 8,4 % de l'ensemble des avortements effectués sur l'île [2].

Les grands déterminants de ce niveau élevé de grossesses non désirées sont :

- la carence d'information de la jeune femme, surtout en cas de niveau social et/ou d'instruction bas ;
- l'existence de violences intrafamiliales – sexuelles en particulier –, dont l'inceste, plus fréquent à La Réunion ;
- l'absence d'échange à l'initiative des parents sur la sexualité et sur la vie affective ;
- l'accès difficile à la contraception qui dépend, entre autres :
 - de l'attention des soignants de premier recours,
 - des modalités pratiques d'accès aux prescripteurs,
 - du coût de la contraception,
 - de la confidentialité vis-à-vis des parents.

Il était donc essentiel d'organiser un parcours de prise en charge de la jeune fille souhaitant avoir un accès, souvent rapide, à la contraception.

Agir sur les déterminants

Ce programme expérimental associe les acteurs concernés :

- les municipalités ;
- les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD) ;
- les associations effectuant déjà de la prévention en santé sexuelle et affective ;
- les centres de planification familiale et les centres de protection maternelle et infantile (PMI) ;
- l'union régionale des médecins libéraux (URML) ;
- l'union régionale des professionnels de santé (URPS) des sages-femmes et des pharmaciens ;
- l'unité fonctionnelle de psycho-trauma de l'établissement public de santé mentale de La Réunion (EPSMR).

Le programme entend agir sur les déterminants pouvant permettre de réduire les violences intrafamiliales et le nombre de grossesses non désirées des femmes de moins de 25 ans et particulièrement des mineures. Il s'est déroulé sur dix-huit mois (de mi-2018 à fin 2019) de la manière suivante :

- quatre mois de concertation, construction, élaboration et réalisation d'outils ;
- un an de déploiement des actions ;
- deux mois d'évaluation.

La partie information des soignants de premier recours n'est pas achevée et sera effectuée en 2020.

Objectifs et élaboration du programme

Le programme poursuit trois objectifs :

- permettre aux jeunes collégiens des villes de Saint-Denis et de Saint-Pierre d'avoir accès à un module de séances d'information et de prévention à la santé sexuelle, affective et reproductive. Les jeunes des missions locales de la ville bénéficient également de ce module, adapté à leur situation. Des supports comportant des adresses utiles seront laissés aux jeunes à l'issue de l'intervention ;
- proposer des séances d'information et de prévention à la santé sexuelle, affective et reproductive, destinées aux parents des mineures et des moins de 25 ans (voir encadré ci-après intitulé : « Des séances d'information aussi pour les parents ») ;
- développer un meilleur accès aux préservatifs, à une contraception d'urgence, à une contraception régulière.

Le programme inclut la sensibilisation des soignants de premier recours à la prévention des grossesses non



L'ESSENTIEL

➤ **À La Réunion, un programme expérimental d'information sur la vie affective et sexuelle est mis en œuvre dans des collèges, des missions locales, une école de la deuxième chance, afin de prévenir les grossesses non désirées. Des séances d'information sont également organisées pour les parents. Une première évaluation montre la pertinence de cette démarche. La carence d'information, l'absence d'échange avec les parents, l'accès difficile à la contraception figurent parmi les principaux facteurs expliquant le nombre important de grossesses non désirées à La Réunion, y compris chez les mineures.**

désirées et au dépistage des violences intrafamiliales, dont l'inceste, par le biais de formations et de visites personnalisées auprès des professionnels. Un autre objectif prioritaire de ce programme est de permettre à l'ensemble des acteurs concernés sur l'île de mieux se connaître et d'harmoniser les pratiques. Quel que soit le mode d'entrée dans ce qui pourra devenir un réseau d'acteurs de la santé affective,

sexuelle et reproductive, le parcours de prise en charge et de soins devra faciliter l'adhésion de la jeune fille dès la première rencontre et limiter au maximum les nombreux obstacles matériels actuels (coût, horaire d'ouverture, longs trajets, professionnels non formés...) auxquels sont confrontées les jeunes filles demandeuses.

Information santé sexuelle en milieu scolaire...

Le choix a été fait d'intervenir auprès des classes de quatrième ; les contenus ont été élaborés en commun. Pour les parents, il a été décidé de travailler avec les animateurs de quartier et les bailleurs sociaux.

Les séances d'information et de prévention à la santé sexuelle, affective et reproductive en milieu scolaire se déroulent en trois temps :

- un cours sur la reproduction est dispensé par des professeurs des sciences de la vie et de la Terre (SVT) pour échanger autour de la dimension biologique ;
- deux heures sont consacrées à l'éducation à la sexualité pour aborder la dimension psycho-affective, effectuée par des agents de prévention. À partir des compétences de chacun, l'objectif est de favoriser la connaissance de soi pour limiter

les grossesses non désirées. Un travail sur les stéréotypes de genre est proposé ;

- un cours d'éducation civique et de morale, pendant lequel la conseillère conjugale et familiale du centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) propose des échanges autour de la dimension sociale de la sexualité. Les objectifs sont de continuer à développer la connaissance de soi dans son rapport à l'autre et de renforcer la capacité à réagir dans la relation à l'autre.

Au total, dans 10 collèges sur 12, l'ensemble des classes de quatrième a bénéficié de cette formation.

...et en missions locales

Les séances d'information et de prévention à la santé sexuelle, affective et reproductive pour les jeunes des missions locales se découpent en quatre temps :

- identifier les stéréotypes de genre qui influencent le comportement du jeune dans la relation à l'autre ;
- définir les valeurs nécessaires à une relation respectueuse de soi et de l'autre ;
- consolider les connaissances sur les lieux et les gestes ressources en matière de sexualité (dépistage, contraception, contraception d'urgence, IVG) ;



© Edgar Marcy

- renforcer la capacité du jeune à réagir face à une situation à risques.

Des préservatifs sont mis à disposition des jeunes au terme de la séance.

Un entretien individuel incluant la possibilité de réaliser un test rapide d'orientation diagnostique (Trod) du virus de l'immunodéficience humaine (VIH/sida) est proposé parallèlement à la séance collective. Ce temps permet de répondre aux questions individuelles et d'identifier les principaux risques. Cet entretien, anonyme et gratuit, repose sur la base du volontariat. Au total, ce sont 33 cohortes de 4 à 24 jeunes qui ont pu bénéficier du projet.

Évaluation des séances en milieu scolaire

Au total, 1 287 jeunes ont bénéficié de l'action. L'évaluation des résultats dans les collèges porte uniquement sur la qualité de la seconde séance, coconstruite par les acteurs de l'Éducation nationale, des associations, du CPEF et du CeGIDD, sous la coordination de l'unité psychotrauma. L'évaluation du programme

d'intervention dans son intégralité n'a pu être entreprise, faute de temps. L'évaluation repose aussi sur les retours qualitatifs concernant la satisfaction des élèves, colligés par les deux associations intervenantes.

Si 97 % des élèves ont rempli le questionnaire d'évaluation à l'issue de la séance, seulement 63,5 % des élèves estimaient avoir été prévenus de la tenue de la séance ; le sujet de la sexualité étant tabou et très gênant pour certains, ne pas savoir qu'ils allaient bénéficier d'une séance de ce type n'a pas favorisé leur participation. 59,4 % des élèves estiment que la séance les a fait réfléchir, 42,2 % se sont déclarés intéressés. Au lieu de se concentrer sur la sexualité et particulièrement sur les conséquences des comportements à risques, il s'agissait surtout de faire émerger une réflexion autour des stéréotypes de genre et sur les valeurs qui influencent leurs relations. Les interventions ont répondu aux attentes de 80 % des collégiens. L'effectif moyen par classe était trop élevé : 22 élèves. En effet, un groupe de 15 élèves aurait

facilité l'appropriation des messages, la qualité du débat et les réponses aux questionnements.

Les collégiens suggèrent des thèmes qu'ils souhaitent voir abordés : le harcèlement ; la violence intrafamiliale ; les addictions. Les questions du consentement et de l'utilisation du préservatif reviennent fréquemment. Ce que les collégiens ont retenu de plus important dans ces séances, c'est : se respecter, aimer qui l'on veut, avoir le consentement de l'autre (voir l'encadré ci-après intitulé « Accepter ce que les autres sont »).

Les professionnels intervenants extérieurs et les équipes pédagogiques retiennent les remerciements des élèves pour le bienfait que leur a apporté cette séance, opportunité de pouvoir s'exprimer librement dans un cadre sécurisant. Ces jeunes n'ont pas accès à ce type d'information habituellement. Les infirmières soulignent un passage plus important et plus aisé à l'infirmerie depuis cette séance et des demandes – pour une contraception d'urgence, des préservatifs ou pour compléter les informations – émanant parfois des élèves les plus timides. L'établissement a reconduit l'action pour l'année scolaire 2019-2020.

Un important déficit d'information

Selon l'évaluation réalisée dans les missions locales, au régiment du service militaire adapté (RSMA) et à l'école de la deuxième chance, les jeunes ont retenu à l'issue de la séance les points suivants :

« le respect des autres dans leur orientation sexuelle est important. »

« il faut se protéger, avoir le respect et le consentement de tous. »

« il faut toujours faire attention, se protéger et prendre en compte l'autre. »

Point majeur : les intervenantes soulignent le déficit d'informations et de connaissances : « Leur représentation de la sexualité se réduit bien souvent à la partie génitale. Il est ambitieux, en deux-trois heures, de déconstruire cette vision, d'aller au-delà. » Si la séance provoque « une prise de conscience sur les valeurs fondamentales d'une sexualité épanouissante et sécuritaire », les préoccupations des jeunes majeurs restent prosaïques : « pouvoir avoir

des rapports sexuels sans risques de grossesse ou de contamination à une infection sexuellement transmissible (IST) ».

Changer les mentalités

L'évaluation est à considérer avec prudence, le programme étant en cours de mise en œuvre. Parmi les faits saillants, il est à noter que le travail en collaboration avec les municipalités permet d'approcher au plus près des

populations qui échappent habituellement aux actions de prévention. Entre autres avancées majeures, nous retiendrons l'accord du recteur sur le type d'intervention, l'appropriation du projet par l'inspecteur d'académie de SVT, la sensibilisation des acteurs de terrain de la municipalité. Ce projet a fait une place aux parents, premiers éducateurs des enfants, souvent muets à La Réunion sur la sexualité et

sur la vie affective. Il faut cependant du temps pour changer les mentalités et vaincre les résistances, c'est un des obstacles les plus persistants.

Une réunion de bilan avec les acteurs concernés et avec l'ARS a permis de reconnaître les atouts de ce programme qui va probablement, après un travail concerté au niveau du Corevih, être étendu sur d'autres communes et d'autres établissements. ■

DES SÉANCES D'INFORMATION AUSSI POUR LES PARENTS

L'axe 2 de ce programme expérimental inclut des séances d'information et de prévention à la santé sexuelle, affective et reproductive, destinées aux parents des mineurs et des moins de 25 ans. L'objectif premier est d'éveiller une réflexion sur l'éducation à la sexualité en exposant les avantages à dialoguer autour de la sexualité et surtout sur les freins existant encore ; il s'agit de renforcer les connaissances des parents en matière de santé sexuelle pour améliorer leur capacité à communiquer avec leurs enfants. Deux séances de trois heures chacune ont été proposées aux parents :

- la première pour se questionner sur la socialisation ainsi que sur les différentes sources de transmission qui influencent nos modes de communication, de pensée et d'agir dans nos relations avec les autres ;
 - la seconde pour fournir des informations sur la sexualité, sur le développement psycho-sexuel de l'enfant afin que les parents puissent identifier à la fois leurs compétences, leurs limites et aussi les moments, les outils, les supports qu'ils peuvent utiliser pour ouvrir le dialogue.
- En partant d'une réflexion personnelle des parents sur la construction de leur propre identité sexuée, l'objectif est de progresser vers une réflexion sur ce qu'ils souhaitent transmettre à leur enfant en tant que parent. Au total, 110 parents ont pu bénéficier des deux séances. Cette action est toujours en cours.

Évaluation

Parmi les parents qui ont suivi régulièrement les séances. 89 % d'entre eux les ont trouvées compréhensibles. 83 % étaient intéressés. Parents et intervenants professionnels expriment que la sexualité appartient à la

sphère intime de chaque individu. Le tabou entourant ce sujet freine nombre d'entre eux à verbaliser leurs questionnements auprès de leur entourage familial et auprès des professionnels de santé. À la suite de la première séance, de nombreux parents se sont interrogés sur l'homosexualité et sur les stéréotypes qui en découlent : le regard des autres, la frustration et le mal-être notamment.

Beaucoup de parents évoquent leurs difficultés à discuter de sexualité avec leurs enfants, entre autres par crainte que ces derniers ne reproduisent le schéma de leurs propres vécus. L'ensemble des parents estiment ces séances très bénéfiques, car la parole leur a été donnée, libre et sans jugement. L'aide par les pairs fonctionne : les retours d'expériences des uns aident les autres à aller de l'avant, à ne pas se sentir isolés face à des situations conflictuelles. Quelques ressentis de parents :

- « Le respect, la communication. »
- « Comment être ouverte avec son enfant pour qu'il puisse apprendre la sexualité. »
- « C'est nous qui conduisons nos enfants par le dialogue, notre conscience et notre inconscient. »
- « Les deux séances ont été très intéressantes, amènent à la réflexion. »
- « Très enrichissant. Les informations sont concises et accessibles et font surtout réfléchir. »
- « J'ai trouvé que c'est très important. »
- « C'est difficile d'en parler, mais c'est de l'éducation parentale. »

Toutefois, ces deux séances n'apparaissent pas suffisantes pour donner aux parents des compétences de communication positive sur le thème de la sexualité.

« ACCEPTER CE QUE LES AUTRES SONT »

À la question, « Qu'est-ce qu'il vous semble le plus important de retenir ? » Voici quelques-unes des réponses des collégiens à l'issue des séances d'information sur la santé sexuelle :

- « Chacun est égal et on doit toujours avoir le consentement d'une personne. »
- « Il faut être d'accord avec son partenaire. Toujours être à l'écoute et ne pas forcer. »
- « On a le droit d'être homosexuel. »
- « On parle de choses dont on ne peut pas parler. »
- « Accepter ce que nous sommes et ce que les autres sont. »

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Vilain A. 211 900 interruptions volontaires de grossesse en 2016. Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, *Études & Résultats*. Juin 2017, n° 1013. En ligne : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er_1013.pdf
- [2] Bernard C., Dassa B. *Analyse des bulletins d'interruption de grossesse de La Réunion, année 2012*. [Rapport] Saint-Denis : Observatoire régional de la Santé de La Réunion. 16 p. En ligne : https://www.ors-ocean-indien.org/IMG/pdf/rapport_big_2012.pdf